

L'Adresse—M. Martin

gouvernement et proposer une diminution importante des revenus du Trésor.

Je ne pense pas que la population canadienne soit en droit de s'attendre qu'un chef de l'opposition soit très versé en théories économiques ou en comptabilité; en revanche, dans un pays qui a un budget de quelque 40 milliards de dollars, on pourrait s'attendre que ceux qui occupent un poste aussi important que celui de chef de l'opposition officielle de Sa Majesté aient au moins une idée de ce que supposent les déficits et des répercussions qu'une baisse de revenus pourrait avoir sur ces déficits. Comment peut-on proposer en même temps de réduire les revenus et les déficits? Tous ceux qui ont un compte de banque savent qu'en diminuant les revenus on augmente le déficit possible. Je mentionne cet exemple simplement parce qu'il semble bien montrer le manque de compréhension des députés d'en face qui est si souvent manifeste dans les commentaires et propositions que la population canadienne entend à la Chambre ou à l'extérieur, le manque de compréhension des principes économiques fondamentaux et du système dont les dépenses et revenus du gouvernement font partie.

Ce genre d'irresponsabilité me semble en outre pas trop typique d'un si grand nombre des critiques négatives qui ont pour effet de créer plus de pessimisme au pays. Mais c'est le genre de critiques que les députés de l'opposition ne cessent de nous servir, critiques qui ne sont pas accompagnées de suggestions rationnelles et bien pensées visant à améliorer la situation. La population canadienne a droit à plus de ceux qui occupent un rôle clé dans l'opposition de notre système gouvernemental. Ces derniers mois et plus récemment, nous avons beaucoup entendu parler de ce qu'on a décrit comme la triste performance économique au Canada. Ce tableau est accentué dans une grande mesure par les déclarations irréflechies de députés influents de l'opposition. On relève alors de plus en plus de manchettes flamboyantes. Il en résulte que les Canadiens vivent dans un climat progressif d'insécurité et d'anxiété qui est justifié en partie. Cela a pour effet d'entretenir dans le public des craintes et des préoccupations injustifiées.

● (1252)

Récemment, des revues financières canadiennes importantes ont indiqué que la situation économique du Canada était à un tournant. Ce sont les actions du gouvernement qui vont lui donner son orientation définitive. Nous entendrons bientôt en fin de journée la déclaration du ministre des Finances (M. Chrétien), qui va donner aux Canadiens, espérons-le, une indication sur la manière dont le gouvernement compte mettre fin aux contrôles et les méthodes qu'il emploiera pour y parvenir. En un sens, nous aurons ainsi la ligne générale de la politique amorcée pour les prochaines années à venir, ce qui donnera aux Canadiens, aux hommes d'affaires et aux consommateurs de notre pays, une idée du genre de réglementations auxquelles ils devront s'attendre, le cas échéant, et à partir desquelles le secteur de l'entreprise et de l'investissement pourra se baser à long terme. C'est aussi en fonction de celles-ci que les Canadiens pourront orienter leur choix de dépenses d'ordre personnel, et décider des placements qu'ils veulent faire.

La décision relative au pipe-line a été prise par le gouvernement il y a quelque temps. Elle a été négociée convenablement avec les États-Unis. Nous espérons qu'elle pourra bientôt se concrétiser à Washington. Celle-ci devrait représenter une

[M. Martin.]

incitation de poids, dans la situation de l'investissement au Canada, et se répercuter sur de multiples secteurs de l'économie. Comme je l'ai déjà dit au cours du débat sur cette question, la répercussion possible de la construction du pipe-line sur notre économie, dans toutes les régions du Canada, va se traduire par une relance très importante, qui devrait se faire sentir non seulement sur la position actuelle du dollar, mais sur le moral des Canadiens. On note déjà d'ailleurs une amélioration du climat dans le pays. Le pessimisme qui semble avoir ralenti le milieu des affaires depuis quelques mois se dissipe. Il se dissipe devant les informations brutes qui leur sont fournies, dans la mesure où l'on peut parler ainsi de prévisions économiques. Nos plus grands économistes annoncent en effet que la situation va s'améliorer prochainement.

L'opposition le sait, même si elle s'abstient de le mentionner parce que cela ne sert pas ses intérêts politiques, et la plupart des Canadiens savent que l'économie du Canada n'évolue pas en vase clos. Elle est influencée par ce qui se passe ailleurs dans l'hémisphère occidental, particulièrement chez nos voisins du sud. Dans l'ensemble, on décèle les indices d'une reprise. On prévoit une nouvelle vague de dépenses en capital pour la seconde moitié de l'an prochain. On s'attend aussi qu'en 1978 la construction domiciliaire franchira le cap des 255,000 unités de logement, comparativement à quelque 235,000 cette année, ce qui représentera une augmentation sensible.

Certains secteurs du pays continueront de faire face à des difficultés qui s'aggraveront peut-être avec notre passage dans les années 1980, quel que soit l'état de notre économie. Je fais allusion à la situation de la balance des paiements, c'est-à-dire les sorties d'argent liquide comparativement aux rentrées. L'achat de marchandises est synonyme de sorties de liquidités et la vente de marchandises, de rentrées. Chaque fois qu'un Canadien voyage à l'étranger sans qu'aucun étranger ne vienne ici pour compenser la balance des paiements en souffre doublement. En d'autres mots, l'argent canadien sort du pays et des devises étrangères n'y entrent pas. J'espère que nous n'aurons jamais à décourager les Canadiens de voyager à leur gré, mais nous devons faire davantage pour inciter les étrangers à venir ici et à voir ce que nous avons à offrir.

Aujourd'hui, il en coûte beaucoup plus cher pour vivre et voyager en Europe qu'au Canada. Je me suis aperçu de cela l'été dernier. Nous avons donc devant nous l'occasion formidable d'encourager les étrangers à visiter le Canada. Souvent, les Européens entendent parler des États-Unis, mais au Canada, on ne les informe pas suffisamment des beautés de notre grand pays et du modernisme de notre infrastructure touristique. Cela ne manquerait pas de les intéresser.

Monsieur l'Orateur, puis-je dire qu'il est 1 heure?

M. l'Orateur adjoint: Comme il est 1 heure, je quitte maintenant le fauteuil jusqu'à 2 heures cet après-midi.

(La séance est suspendue à 1 heure.)

● (1402)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 2 heures.

M. Martin: Monsieur l'Orateur, ce matin, avant la pause pour le déjeuner, j'ai dit que nous pourrions peut-être contribuer à redresser notre balance des paiements en faisant de la